



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX














**Vezein le Coquet_La belle épine_Aire de grand
passage de gens du voyage_Travaux d'aménagement**

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 05 septembre 2025 à 16h45

Rennes Métropole
4 Avenue Henri Fréville
CS 93111
35031 RENNES CEDEX

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Vezin le Coquet_La belle épine_Aire de grand passage_Travaux d'aménagement
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	10
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Développement durable	5
3 - Les intervenants	6
3.1 - Conduite d'opération.....	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre	6
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.4 - Contrôle technique.....	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Conditions relatives au contrat	7
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
7.1 - Transmission électronique	11
7.2 - Transmission sous support papier	12
8 - Examen des candidatures et des offres	12
8.1 - Sélection des candidatures	12
8.2 - Attribution des marchés.....	13
8.3 - Suite à donner à la consultation	15
9 - Renseignements complémentaires.....	15
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	15
9.2 - Procédures de recours	15

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

L'aménagement d'une aire de grand passage des gens du voyage à Vezin le Coquet.

Le projet concerne l'aménagement d'une aire de grand passage d'une capacité d'une trentaine de caravanes et du bloc de sanitaire associé, pour les gens du voyage.

Lieu(x) d'exécution :

La Belle Epine

35132 Vezin-le-coquet

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 10 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassement, Voirie
02	Assainissement
03	Réseaux Souples
04	Gros Œuvre, Ravalement, Doublage Plafond
05	Étanchéité
06	Serrurerie
07	Revêtement de sols, Faïence
08	Plomberie sanitaire
09	Électricité
10	Espaces Verts

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal		Description
45223000		Travaux de construction d'ouvrages
45210000		Travaux de construction de bâtiments
Lot(s)	Code principal	Description
01	45112500-0	Travaux de terrassement
01	45233140-2	Travaux routiers
02	45232410-9	Travaux d'assainissement
03	31527200-8	Éclairage extérieur
04	45223220-4	Travaux de gros œuvre
04	45443000-4	Travaux de façade
04	45321000-3	Travaux d'isolation thermique
05	45261420-4	Travaux d'étanchéification
06	44316500-3	Serrurerie
06	44220000-8	Menuiserie pour la construction
07	45431000-7	Carrelages
08	45332400-7	Travaux d'installation d'appareils sanitaires
09	45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
10	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La Direction d'Opération est assurée par la Direction de l'Espace public et des Infrastructures de Rennes Métropole, représentée par Monsieur Gildas PIQUET.

Le chargé d'opération est Philippe Geray de la Direction de l'Aménagement Urbain et de l'Habitat - Service Habitat - Unité Gens du Voyage.

La Conduite d'Opération est assurée par le :

Pôle Ingénierie et Services Urbains (PISU) - Direction de l'Espace public et des Infrastructures Service de la Conduite d'Opération

Représentée par : madame Marianne KERBIRIOU

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement de maîtrise d'œuvre suivant :

ECR ENVIRONNEMENT OUEST (Mandataire : BET VRD et Hydrologue)

ZA du Haut Danté - 20 rue du Bocage

35520 LA CHAPELLE DES FOUGERETZ

Atelier d'architecture SOUBEYRAND Estelle (Cotraitant : Bâtiment)

120 rue de l'Alma

35000 RENNES

Le titulaire de la mission est représenté par Anaïs ANDRIVON.

Email : AAndrivon@ecr-environnement.com

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre ECR Environnement.

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par:

APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION France

ZAC DES TOUCHES

8 Boulevard du trieux

35740 PACE

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

Missions de base :

- Mission L : Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
- Mission S : Sécurité des personnes

Missions complémentaires :

- Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- Mission F Fonctionnement des installations
- Mission Hand : Accessibilité des personnes handicapées et attestation
- Mission de vérification initiale des installations électriques

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

Service Gestion des Risques Urbains - Cellule CSPS
6 rue Louis Postel
CS 63126
35031 RENNES CEDEX

Le coordonnateur est représenté par Monsieur Antoine LEON : a.leon@rennesmetropole.fr

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les marchés faisant l'objet de la consultation sont financés par Rennes Métropole au moyen de ses ressources propres, abondées par des ressources externes, soit dans le cadre d'emprunts, soit par le biais de subventions spécifiques en cas d'éligibilité, ou de participation publiques ou privées. Le paiement des prestations intervient selon les règles de la comptabilité publique dans le cadre du délai global de paiement avec ou sans acomptes et/ou avance.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe propre à chaque lot
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots
- Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) VRD Généralités commun aux lots 1, 2, 3 et 10
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) VRD Spécifique pour chacun des lots 1, 2, 3 et 10
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) Bâtiment commun aux lots 4, 5, 6, 7, 8 et 9
- Les plans:
 - VRD01_Plan de travaux préparatoires
 - VRD02_Plan de voirie et nivellement
 - VRD03_Plan de réseaux assainissement
 - VRD04_Plan de réseaux souples
 - VRD05_Plan de paysage
 - Bâtiment
- Le cadre de réponse vierge pour les lots 1, 2, 3, 4 et 10
- La note technique vierge pour les lots 5, 6, 7, 8 et 9
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour les lots 1, 2, 3 et 10
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) pour les lots 1, 2, 3 et 10
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour les lots 4, 5, 6, 7, 8 et 9
- Tableau de limites de prestations
- Les annexes techniques
 - Attestation de dépollution pyrotechnique
 - DT
 - Étude d'éclairage

- Étude géotechnique
- PV de validation des études ANC
- Études environnementales (Arrêté et dossier cas par cas)
- Rapport bureau de contrôle
- Les annexes administratives
 - Le formulaire DC1 et notice
 - Le formulaire DC2 et notice
 - Le formulaire DC4
 - Le questionnaire égalité Femme / Homme et lutte contre les discriminations
 - Fiche iParapheur
 - Fiche dématérialisation de la facturation
 - Rappel relatif au DOE pour les candidats

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique <https://marches.megalis.bretagne.bzh> ; rubrique "services aux entreprises". Cliquez sur "accès à la salle régionale des marchés publics" puis "recherche avancée", à gauche, "consultations en cours" et indiquez la référence de l'opération : 25190020.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner Tous les lots	Non
Le document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat, daté et signé (y compris pour les éventuels cotraitants envers le mandataire) Tous les lots	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles <u>Lots 1, 2, 3, 4 et 10</u>	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels <u>Tous les lots</u>	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) <u>Lots 1, 2, 3, 4 et 10</u>	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat <u>Lots 1, 2, 3, 4 et 10</u>	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années <u>Lots 1, 2, 3, 4 et 10</u>	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
<u>Pour le lot n° 1</u>	
FNTP 211 Démolition par engin mécanique ou références équivalentes FNTP 2321 Travaux de terrassement courants en milieu urbain ou référence équivalente FNTP 341 Assises de chaussées ou référence équivalente FNTP 3421 Revêtements en matériaux enrobés classiques ou référence équivalente FNTP 3431 Revêtements en béton coulé en place sous circulation motorisée ou référence équivalente FNTP 372 Pose de mobiliers urbains ou référence équivalente FNTP 3732 Pose d'équipements de sécurité en matériaux divers ou référence équivalente	Non
<u>Pour le lot n° 2</u>	
FNTP 2321 Travaux de terrassement courants en milieu urbain ou référence équivalente FNTP 5141 : Pose de canalisations gravitaires en milieu urbain ou référence équivalente FNTP 5142 : Pose de canalisations gravitaires en milieu non urbain ou référence équivalente FNTP 5143 : Pose de canalisations sous pression ou référence équivalente FNTP 5144 : Réalisation de branchements et d'équipements sur réseaux existants ou référence équivalente FNTP 7423 Assainissement non collectif ou référence équivalente	Non

<u>Pour le lot n° 3</u>	
FNTF 2321 Travaux de terrassement courants en milieu urbain ou référence équivalente FNTF 5113 Réseaux à écoulement sous pression en milieu non urbain, canalisations DN =< 300mm avec reprise de branchements existants ou création de branchements neufs ou référence équivalente FNTF 513 Travaux limité sur réseaux sous pression ou création de branchements particuliers ou référence équivalente FNTF 6413 En zone urbaine ; Câbles BT < 1KV et raccordements ou référence équivalente FNTF 6423 En zone non-urbaine ; Câbles BT < 1KV et raccordements ou référence équivalente FNTF 6424 Installation de bornes de recharge pour campings marché ports de plaisance, etc. ou référence équivalente FNTF 651 Travaux neufs avec raccordements ou référence équivalente FNTF 652 Maintenance ou référence équivalente	Non
<u>Pour le lot n° 4</u>	
QUALIBAT 2111 Maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité courante) ou référence équivalente QUALIBAT 2241 Fourniture et pose d'éléments en béton armé et béton précontraint (technicité courante) ou référence équivalente QUALIBAT 2151 Dallage courant (technicité courante) ou référence équivalente QUALIBAT 2121 Ravalement en maçonnerie ou référence équivalente QUALIBAT 6111 Peinture et ravalement (technicité courante) ou référence équivalente QUALIBAT 4131 Plaques de plâtre (technicité courante) ou référence équivalente QUALIBAT 7122 Isolation thermique par l'intérieur ou référence équivalente	Non
<u>Pour le lot n° 5</u>	
QUALIBAT 3211 Étanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (technicité courante) ou référence équivalente ou références concernant des travaux de même importance pour des chantiers de même nature	Non
<u>Pour le lot n° 6</u>	
QUALIBAT 4411 Serrurerie-métallerie (technicité courante) ou référence équivalente ou références concernant des travaux de même importance pour des chantiers de même nature	Non
<u>Pour le lot n° 7</u>	
QUALIBAT 6311 Carrelages - Revêtements (technicité courante) ou référence équivalente ou références concernant des travaux de même importance pour des chantiers de même nature	Non
<u>Pour le lot n° 8</u>	
QUALIBAT 5111 Installation de plomberie sanitaire en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m² ou référence équivalente ou références concernant des travaux de même importance pour des chantiers de même nature	Non
<u>Pour le lot n° 9</u>	
Qualifelec ou référence équivalente ou références concernant des travaux de même importance pour des chantiers de même nature	Non
<u>Pour le lot n° 10</u>	
QUALIPAYSAGE P120 Création de jardins et d'espaces verts ou références équivalentes	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et son annexe pour tous les lots	Non
Le cadre de réponse complété par le candidat pour les lots 1, 2, 3, 4 et 10	Non
La note technique complétée par le candidat pour les lots 5, 6, 7, 8 et 9	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) complété, produit à la fois au format .pdf et au format .doc (soit 2 fichiers) pour les lots 1, 2, 3 et 10	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE) complété, produit à la fois au format .pdf et au format .xls (soit 2 fichiers) pour les lots 1, 2, 3 et 10	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) complétée, produite à la fois au format .pdf et au format .xls (soit 2 fichiers) pour les lots 4, 5, 6, 7, 8 et 9	Non
Le questionnaire Egalité Femme/Homme et lutte contre les discriminations pour tous les lots	Non
Le RIB du candidat ou du groupement pour tous les lots	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalix.bretagne.bzh>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Rennes Métropole
PISU-DEI-Marchés Publics
16 boulevard Laënnec
CS 93111
35031 RENNES CEDEX

La signature électronique des documents, au moment de la remise de son offre, n'est pas exigée mais recommandée dans le cadre de cette consultation.

Le candidat retenu qui n'aura pas signé son offre au moment de sa remise se verra contraint de le faire lorsqu'il y sera invité par le pouvoir adjudicateur, préalablement à la notification du marché. Aussi, il s'engage à s'équiper du certificat électronique nécessaire à cette signature électronique.

Pour la signature, le candidat est invité à privilégier le format électronique PADES (Format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitera grandement les échanges de fichiers une fois le marché notifié et, notamment avec le titulaire, la préfecture, la trésorerie. L'outil de signature proposé par la plateforme mégalis, vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES dans la mesure où il sera pour sa part impossible d'utiliser un autre format de signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots n°01 et 03

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	30.0
2.1-Moyens humains et matériels alloués à l'opération	15.0
2.2-Méthodologie de réalisation des ouvrages	15.0
3-Organisation de chantier en lien avec son environnement	15.0
3.1-Gestion du chantier et de ses abords	7.0
3.2-Limitation des nuisances aux riverains	2.0
3.3-Santé et information du personnel	6.0
4-Performance environnementale	15.0
4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource	5.0
4.2-Pollution du milieu environnant	5.0
4.3-Gestion et valorisation des déchets	5.0

Pour le lot 02

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	30.0
2.1-Moyens humains et matériels alloués à l'opération	12.5
2.2-Méthodologie de réalisation des ouvrages	12.5
2.3-Procédures de protection des fouilles	5.0
3-Organisation de chantier en lien avec son environnement	15.0
3.1-Gestion du chantier et de ses abords	7.0
3.2-Limitation des nuisances aux riverains	2.0
3.3-Santé et information du personnel	6.0

4-Performance environnementale	15.0
4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource	5.0
4.2-Pollution du milieu environnant	5.0
4.3-Gestion et valorisation des déchets	5.0

Pour le lot 04

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique	40.0
2.1- Moyens humains et matériels alloués à l'opération	20.0
2.2-Méthodologie de réalisation des ouvrages	20.0

Pour les lots 05, 06, 07, 08 et 09

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique appréciée sur la base de la note technique	40.0

Pour le lot 10

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	30.0
2.1-Moyens mis en œuvre permettant de vérifier la qualité d'exécution des travaux	12.5
2.2-Références caractéristiques et qualité des plantations, fournitures et clôtures	12.5
2.3-Entretien	5.0
3-Organisation de chantier en lien avec son environnement	15.0
3.1-Gestion du chantier et de ses abords	7.0
3.2-Limitation des nuisances aux riverains	2.0
3.3-Santé et information du personnel	6.0
4-Performance environnementale	15.0
4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource	5.0
4.2-Pollution du milieu environnant	5.0
4.3-Gestion et valorisation des déchets	5.0

Dans le cas d'un prix global et forfaitaire, si des erreurs sont constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de l'offre, sauf dans le cas exceptionnel où il s'agirait de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue. Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le montant de son offre ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non Cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il sera néanmoins possible d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un, voire plusieurs échange(s) de mails via la plate-forme Mégalis Bretagne ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale, devra alors être signé.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai pour tous les lots.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalix.bretagne.bzh> comme numéro d'opération : 25190020.

Cette demande doit intervenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Rennes
3 contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :
Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics.
22 Mail Pablo Picasso
44042 NANTES

Tél : 0253467983
Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr